

Site web: ec.europa.eu/ran

fin 
twitter | facebook | linkedin | youtube

08/06/2020

#### **DOCUMENT DE CONCLUSION**

RAN LOCAL - Communications locales lors du rapatriement des FTF et/ou des membres de leur famille 25-26 mai 2020 Réunion en ligne

# Communications locales pour le rapatriement des FTF

# **Synthèse**

Lorsque des combattants terroristes étrangers (FTF) et/ou leurs familles reviennent de Syrie ou d'Irak, cela peut provoquer de l'agitation, de la peur et des questions au sein des communautés et attirer un maximum d'attention médiatique. Faire face à cette agitation et à une éventuelle montée de la polarisation, informer toutes les parties prenantes et faciliter la réintégration dans la société est un défi pour les autorités locales. Ce document se concentre spécifiquement sur le défi de communication auquel les autorités locales sont confrontées dans le contexte de ces rapatriés. Ces défis comprennent la protection de la vie privée et des données, le manque d'information ou la désinformation, la gestion de la peur et la stigmatisation éventuelle. Les points clés de la communication avec les écoles, la communauté d'accueil et les médias sont mis en évidence, ainsi que des conseils clés pour faire face à la polarisation au niveau local. Ce document est destiné aux coordinateurs locaux (prévention et lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE)) et aux experts en communication qui s'occupent ou s'occuperont des FTF rapatriés et qui souhaitent améliorer leur stratégie de communication dans ce contexte.



#### **Introduction**

Lorsque les FTF ou les membres de leur famille sont rapatriés dans la ville ou la municipalité qu'ils ont quittée, ou dans une autre ville, cela peut susciter beaucoup d'attention médiatique, d'attention politique et de pression dans les communautés locales où ils reviennent. Les autorités nationales et locales sont confrontées à de nombreux défis lors du retour des FTF, depuis les poursuites judiciaires jusqu'à la réintégration. L'un de ces défis concerne la communication autour de ces personnes et des enfants qui les accompagnent. Les autorités locales doivent trouver un équilibre entre les questions de sécurité et de respect de la vie privée, faire face à la peur et à la colère qui peuvent exister, mais aussi communiquer sur cette subtilité et éviter la polarisation au niveau local. Les différents acteurs concernés auront des besoins d'information différents : le message adressé aux médias sera formulé différemment de celui adressé à l'école où les enfants sont placés. Par exemple, les enseignants des enfants peuvent recevoir des renseignements additionnels (et éventuellement une formation). Ce document aborde certains des défis les plus mentionnés et des leçons apprises concernant les stratégies de communication locales pour les FTF rapatriés.

#### **Contexte**

#### FTF rapatriés : Un sujet controversé

Comme indiqué dans le <u>manuel RAN pour les rapatriés</u> (¹), il est essentiel de mettre en place une stratégie de communication avant le rapatriement effectif des FTF et/ou de leurs familles, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le rapatriement des FTF est un sujet **controversé**. Toute communication autour des rapatriés est susceptible d'attirer un maximum d'attention du public, et elle est souvent intensifiée dans les médias. On s'attend à ce que les rapatriés suscitent beaucoup d'attention dans les médias, car ils représentent une menace potentielle pour la sécurité d'une communauté. Combinées à la perception de cette menace par le grand public, les préoccupations prévisibles de ce dernier quant à la réhabilitation d'une personne qui est revenue d'un « combat » aux côtés de terroristes signifient qu'elles font l'objet d'une grande attention de la part du public et des médias.

Il s'agit également d'un sujet qui divise **les gens**. Les groupes extrémistes et terroristes déploient délibérément des tactiques et des messages destinés à polariser et à diviser les communautés. Par exemple, les groupes d'extrême droite peuvent utiliser un combattant extrémiste islamiste rapatrié comme un acteur déstabilisateur au sein de la communauté pour promouvoir leur propre idéologie.

La réaction immédiate de l'opinion publique à cette question risque d'être émotionnelle ou fondée sur **des hypothèses erronées**. À court terme, **la peur et la colère** caractériseront les réactions immédiates de certaines personnes et devront être prises en compte. Il faudra du temps pour que les faits et les chiffres rationalisent le discours autour du sujet. En outre, il n'existe pas de profil unique d'un rapatrié. Il existe des différences dans les motivations de départ et de retour. **Communiquer au sujet de cette subtilité** est essentiel mais difficile ; la communication doit donc être adaptée aux personnes concernées, à la fois la personne qui est rapatriée et les communautés locales dans lesquelles elle revient.

A court terme, les rapatriés posent un **dilemme de communication publique** au gouvernement et aux partenaires. À long terme, les autorités et les communautés locales doivent travailler ensemble pour resocialiser ou intégrer les rapatriés dans la société.

Il faut également réaliser que les rapatriés sont une **question transversale**. Le phénomène des rapatriés est susceptible de provoquer un débat ou une controverse autour de toute une série d'autres priorités, telles que la radicalisation dans les prisons, la cohésion communautaire, la déradicalisation et les stratégies nationales de prévention. Il est donc conseillé de veiller à ce que la stratégie de communication utilisée soit conforme à la stratégie générale et globale du P/CVE et à la narration qui y est utilisée.

<sup>(</sup>¹) RAN CoE, <u>RAN Manual. Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine: les combattants terroristes étrangers et leur famille</u>. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2017. Voir les pages 83-85.

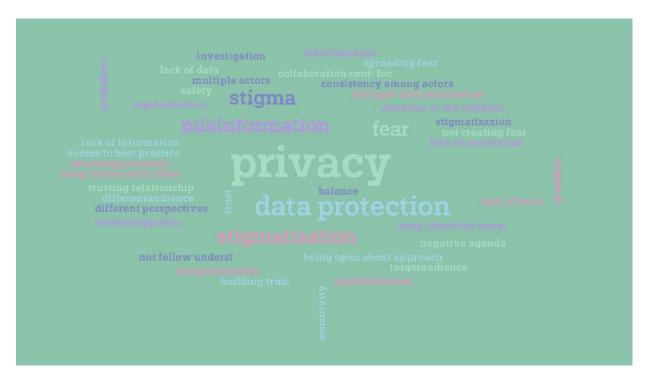


Une attention particulière doit être accordée à la différence entre plusieurs publics cibles de la communication : ce qui est communiqué aux parties prenantes concernées sera un message différent de celui qui est partagé avec les médias, par exemple. Ces décisions ne sont pas faciles à prendre et sont spécifiques à la personne et au contexte, comme les praticiens l'ont remarqué.

#### **Problèmes**

#### Comment pouvons-nous relever les défis de la communication ?

Comme le montre l'image ci-dessous, les défis les plus mentionnés par les participants à la réunion concernant la communication sur les FTF rapatriés et leurs familles sont :



- 1. La protection de la vie privée et des données
- 2. Stigmatisation
- 3. La peur
- **4.** Le manque d'information et la désinformation

# K= K=

#### La protection de la vie privée et des données

La protection de la vie privée et des données représentent l'un des plus grands défis liés aux communications autour des FTF rapatriés et de leurs enfants. Il est perçu comme difficile que toutes les informations ne puissent pas être partagées avec tout le monde. **Police** dispose généralement du plus grand nombre d'informations, mais ne peuvent pas toutes les partager avec les **acteurs** 

sociaux qui sont également impliqués dans l'affaire. Les règlements du RGPD compliquent encore le partage des informations avec les parties prenantes impliquées dans le réseau multi-agences autour des rapatriés. L'établissement de relations avec les parties prenantes concernées renforcera la confiance, ce qui est un facteur bénéfique lorsqu'il s'agit de partager des informations sensibles. Lorsqu'il s'agit de partager des informations avec le grand public ou les médias, il est conseillé d'établir un point de contact au sein des organisations concernées qui peuvent communiquer avec l'extérieur et qui savent ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas partager. Pour les



enfants en particulier, la protection de la vie privée est d'autant plus importante que la stigmatisation peut s'ensuivre s'il est largement connu qu'ils sont rapatriés depuis l'ancien territoire de Daesh. Dans la plupart des pays, les (jeunes) enfants sont perçus comme des victimes et leur vie privée doit donc être protégée autant que possible. Lorsqu'il s'agit de communiquer avec leurs nouvelles écoles, une solution possible pourrait être de n'informer que le directeur de l'école et l'enseignant de l'enfant sur leur passé et sur les risques éventuels et les mesures de sécurité à prendre. Un autre point d'attention a été de protéger l'identité des membres de la famille dans le pays d'origine où ces enfants pourraient être placés.



#### **Stigmatisation**

La stigmatisation est un défi car la **perception subjective par la communauté d'accueil** du FTF rapatrié ou du membre de la famille (et des membres de la famille qui les accueillent) peut devenir un **obstacle à la réintégration** à long terme. Pour faire face à la stigmatisation et la prévenir, il est important de se concentrer sur le contexte. Examiner à la fois le **contexte de l'individu** (quelles

étaient les motivations du départ et comment celles-ci sont-elles liées à une éventuelle réintégration ?) et le contexte plus large (État de droit, risques de réintégration identifiés ; apprendre des précédents rapatriés et d'autres cas dans lesquels la stigmatisation était un risque). En tant qu'institution gouvernementale, une leçon essentielle est de communiquer clairement sur votre objectif et sur la raison de la réintégration des rapatriés. Cela contribuera également à réduire la peur qui peut exister dans la communauté d'accueil et qui peut conduire à la stigmatisation.



#### La peur

La peur peut exister sous différentes formes et à différents niveaux. Le **grand public** peut craindre le retour des anciens FTF dans la société, surtout s'il est au courant du rapatriement de personnes dans leur pays d'origine mais ne sait pas quelle est l'approche multi-agences en général pour ces rapatriés. La peur peut également exister dans la **communauté d'accueil**, si elle sait qu'une

personne est rapatriée ou placée dans son quartier. Les **praticiens de première ligne** qui travailleront avec les rapatriés peuvent également craindre de prendre une mauvaise décision, avec toutes les conséquences possibles. Enfin, les **personnes en question qui retournent dans leur pays d'origine** peuvent avoir peur : par exemple, de ne pouvoir rester « anonymes » et d'être toujours stigmatisées.

Certaines solutions possibles à ces différents niveaux de peur sont :

- différencier les enfants et les adultes dans votre stratégie de communication ;
- être transparent sur votre approche générale à un stade précoce : cela réduira la peur du grand public ;
- pour les rapatriés adultes en particulier, il peut être utile de travailler sur le renforcement de la résilience.

Il est important de garder à l'esprit que la peur est une émotion qu'il faut aborder afin de la faire disparaître. Une approche rationnelle d'un problème émotionnel peut conduire à se parler les uns les autres.



#### Désinformation et manque d'information

La désinformation et/ou le manque d'information sont perçus comme l'un des plus grands défis à relever dans la communication concernant les FTF rapatriés. Fournir des informations incorrectes peut alimenter la polarisation, comme c'est le cas avec un manque d'information, car cela peut conduire à un fossé informationnel qui est souvent basé sur des perceptions comme les

préjugés. Afin de prévenir les dommages résultant de la désinformation et/ou d'un manque d'information, une bonne coordination entre les partenaires/institutions qui s'occupent des FTF rapatriés est d'une grande importance. Veiller à ce que tous les partenaires soient conscients de tous les aspects de leurs rôles et responsabilités avant de commencer à travailler sur le dossier. Dans le même temps, mettre l'accent sur le renforcement des connaissances peut aider à surmonter ce défi. Si les professionnels travaillant avec les FTF rapatriés sont formés aux connaissances (bonnes informations sur la situation en Syrie/Irak en général et informations spécifiques sur l'objet de leur dossier) et aux compétences pour faire leur travail de la meilleure manière possible, la probabilité que des informations erronées soient diffusées diminue. Un atelier ponctuel ne suffit pas, car l'acquisition de connaissances prend du temps et se répète. Enfin, il est important d'être conscient que non seulement le contenu mais aussi le style de communication (ton, médias) peuvent influencer la possibilité d'alimenter la stigmatisation.



# **Principaux résultats**

#### Des publics différents, des communications différentes

Une stratégie de communication peut cibler plusieurs publics, avoir plusieurs objectifs (en fonction du public) et inclure différents messages, messagers et médias. Bien qu'il soit essentiel pour les autorités locales et les parties prenantes qui communiquent au sujet des rapatriés que les messages et les messagers soient **crédibles**, **cohérents**, **convaincants et reliés** les uns aux autres, cela ne signifie pas qu'ils doivent être les mêmes personnes sur toute la ligne. Il est logique d'avoir plusieurs porte-paroles pour les différents flux d'informations et de messages, étant donné que différentes audiences répondent aux différents messages et messagers.

Au cours de la réunion du RAN LOCAL, quelques publics cibles importants des efforts de communication ont été mis en évidence. Les principaux enseignements sont présentés ci-dessous pour chacun de ces publics.

En général, les recommandations suivantes sont formulées :

- Travailler de manière créative sur les stratégies de communication en partenariat avec d'autres : dans l'équipe locale de coopération multi-agences, inclure les partenaires communautaires et caritatifs et le soutien des agences (communication, design, médias, etc.).
- Des campagnes claires et concises sont nécessaires pour présenter les faits, mais des campagnes plus larges seront également nécessaires pour aborder les émotions que cette question est susceptible de susciter, y compris les discours de haine (extrême droite) ou l'islamophobie.
- Le **point de contact des rapatriés nationaux** doit être informé des plans de communication et peut fournir des renseignements additionnels. Parfois, un plan d'action national est en place concernant les FTF rapatriés, comprenant des conseils sur les communications.

# En savoir plus sur les communications dans le P/CVE

Pour plus d'informations et d'inspiration sur la manière d'utiliser les communications (stratégiques) dans le cadre du P/CVE, voir les documents du groupe de travail RAN Communications & Narratives.

Le groupe de travail C&N a mis au point un modèle pour concevoir des campagnes narratives de contreattaque et de substitution, <u>le modèle GAMMMA+</u>, qui pourrait être utile pour concevoir une stratégie de communication pour les FTF rapatriés.



#### Écoles

La communication avec les écoles (enseignants, enfants et parents) doit être faite dans le but de réintégrer au mieux les enfants des FTF rapatriés. Les principales leçons suivantes ont été mentionnées par les praticiens :

- L'autorité (locale) peut travailler à l'avance sur un plan d'action avec l'école qui assurera le tutorat des enfants rapatriés. Ce plan devrait comprendre différents scénarios avec des approches adaptées. De cette façon, l'école peut prendre des mesures immédiates si elle signale des problèmes avec les enfants. Le plan d'action peut varier d'une école à l'autre et d'un enfant à l'autre, mais il est important que l'école, l'autorité (locale) et les autres partenaires restent en contact pour suivre la situation.
- La vie privée des enfants est très importante. Ils ont toute leur vie devant eux et la stigmatisation peut avoir une influence négative sur celle-ci. C'est pourquoi il faut prendre leur vie privée très au sérieux. Faites la distinction entre les informations « agréables à connaître » et les informations « qu'il est nécessaire de connaître ».
- Déterminez qui doit recevoir des informations générales sur les enfants rapatriés. Il est judicieux d'informer quelqu'un à tous les niveaux de l'organisation : le directeur de l'école en raison de ses responsabilités, et le professeur de la classe dans laquelle se trouvent les enfants, car ils passent beaucoup de temps avec les enfants et sont les mieux placés pour fournir des informations sur leur développement. N'informez pas les parents des camarades de classe ou toute l'équipe d'enseignants si cela n'est pas nécessaire (par exemple, s'ils ne connaissent pas les antécédents du « nouveau camarade de classe »).



Cependant, il est important que quelqu'un connaisse le passé de ces enfants, car ils peuvent avoir besoin de soins spécifiques (les enfants peuvent souffrir de traumatismes) et doivent être suivis de près pour s'assurer que leur processus de réintégration se développe dans la bonne direction.

o Inclure un expert sur les questions de santé mentale des enfants. De nombreux enfants rapatriés souffrent de traumatismes ou d'autres problèmes de santé mentale qui devraient être traités dès que possible afin d'obtenir les meilleurs résultats.



#### La communauté d'accueil

La communication avec les habitants de la communauté d'accueil doit être effectuée dans le but de réintégrer au mieux les FTF rapatriés et/ou leurs familles, tout en laissant place aux éventuelles inquiétudes et sentiments de peur des résidents. Voici quelques enseignements clés :

- Soyez conscient de la nature polarisante du cas : les extrémistes de droite peuvent littéralement attendre le retour des FTF et de leurs familles, une fois que le message a été diffusé. Il est donc important de préparer les bonnes mesures. Par exemple, faites en sorte qu'un messager proche des personnes inquiètes ou opposées au retour des FTF leur parle et les informe (dans la mesure du possible en raison des règlements RGPD) de l'approche adoptée par l'autorité pour réintégrer les FTF rapatriés. Cette démarche comprend souvent des poursuites judiciaires : l'idée que « les FTF rapatriés « soient 'punis' pour leurs choix et leurs actions » peut réduire les tensions.
- Si la communauté d'accueil ne connaît pas les antécédents du ou des nouveaux résidents, il peut être préférable de ne pas les communiquer, car les communications pourraient avoir l'effet inverse : elles pourraient provoquer la peur, la stigmatisation et la perte de confiance au sein de la communauté d'accueil, et avoir un impact négatif sur la vie privée et le processus de réintégration des FTF rapatriés. Ne communiquez que lorsque c'est nécessaire et lorsque cela contribue à la réalisation des objectifs.
- Communiquez avec les personnes qui sont désireuses et capables de soutenir la réintégration des FTF rapatriés. La communauté d'accueil pourrait également jouer un rôle positif. Par exemple, les membres de la famille pourraient fournir un nouveau lieu d'appartenance et un environnement social. Ils pourraient également tirer la sonnette d'alarme lorsque la réintégration des FTF rapatriés va dans la mauvaise direction.
- Le responsable des FTF rapatriés et/ou de leur famille devraient être impliqués dès le début et le rester à long terme pour suivre l'ensemble du processus de réintégration. Cette personne doit être formée avec les connaissances et les compétences nécessaires pour travailler avec ce public spécifique et relativement nouveau : les personnes traumatisées, qui ont une opinion/idéologie spécifique qui n'est pas généralement acceptée par la société.



#### Pression des médias

Comme nous l'avons mentionné, les FTF et les enfants rapatriés peuvent susciter une grande attention (non désirée) de la part des médias. Pour prévenir les tensions politiques locales ou nationales susceptibles de nuire à la réintégration et d'accroître la polarisation sociale, il convient de tirer quelques enseignements clés en matière de communication avec les médias :

- Soyez clair sur ce que vous pouvez et ne pouvez pas communiquer, y compris les rôles et responsabilités de chaque partenaire. Qui peut partager quoi ? Établissez des points de contact pour les médias dans les organisations concernées. Même si vous ne pouvez pas partager des informations personnelles, vous pouvez peut-être faire connaître votre approche générale à l'égard des hommes et des femmes rapatriés et de leurs enfants. En partageant autant que possible, en étant aussi transparent que possible, vous gagnerez la confiance du public.
- Établissez un langage commun pour communiquer avec les médias. Avec les différents acteurs et, de préférence, le(s) rapatrié(s) concerné(s), décidez quelles informations peuvent et ne peuvent pas être partagées (et par qui) et quel est le message qui contient ces informations. Le fait d'avoir un message



commun pour les médias de la part des acteurs concernés permettra de garantir que ce message soit largement partagé, au lieu de messages différents qui pourraient alimenter les tensions. Les médias jouent un rôle important dans une éventuelle polarisation/débat animé. **Recadrez et soyez très précis sur les mesures** prises et les raisons qui les sous-tendent. Soyez clair sur les mesures qui ont été prises pour assurer la sécurité de la communauté, du (des) rapatrié(s) et de toutes les autres personnes concernées.

Créez un partenariat avec les médias à un stade précoce, mais au moins avant l'arrivée du (des) rapatrié(s). Informez les médias concernés de ce qui se passe et de certains des aspects et risques qui font l'objet d'une attention médiatique. N'oubliez pas les médias locaux ou « communautaires », pensez toujours aux médias pertinents pour votre public cible. Sachez que certains rapatriés recherchent euxmêmes activement l'attention des médias, ce qui peut même conduire à ce qu'un journaliste soit mieux placé que la municipalité pour informer, car les journalistes sont parfois en contact direct avec le(s) rapatrié(s) lui(eux)-même(s).



#### **Polarisation locale**

La communication avec les groupes de personnes vulnérables à la polarisation et/ou à la radicalisation doit être faite dans le but de prévenir la polarisation sociale et la montée de l'extrémisme (de droite). Les principaux enseignements sont les suivants :

- Les différents types de rapatriés (hommes, femmes, enfants) se conduisent différemment et sont perçus différemment. Certains qui cherchent à attirer l'attention des médias risquent d'être stigmatisés à leur retour, tandis que les enfants sont souvent perçus comme des victimes et donc « mieux accueillis » que les hommes rapatriés (qui sont susceptibles d'avoir rejoint le combat).
- N'oubliez pas que la communauté locale d'accueil d'où proviennent les FTF risque d'avoir peur d'être associée aux FTF et d'être elle-même stigmatisée. Informez-la dans la mesure du possible et répondez à ses préoccupations. Cela concerne également le défi de faire disparaître ou de ne pas créer la peur.
- Veillez à ce que vos communications soient socialement précises: elles doivent travailler pour et dans les environnements qui ont besoin de l'information (environnement des écoles pour enfants, services sociaux, grands-parents/parents, etc.)
- o Impliquez les bonnes personnes au sein des communautés locales pour faire passer le message. Soutenez-les en expliquant le phénomène à la communauté d'accueil si nécessaire. Favorisez l'intégration et le soutien de la communauté locale d'accueil.



### **Pratiques pertinentes**

<u>beRATen</u> e.V. — AG KoSti-kommunale Strukturen in der Islamismusprävention — groupe de travail sur les structures locales de prévention de l'islamisme / approche AG KoSti en Basse-Saxe, Allemagne

Au sein du groupe de travail local pour la prévention de l'islamisme (AG KoSti) en Basse-Saxe, en Allemagne, un conseiller de beRATen soutient les autorités locales dans le processus des FTF rapatriés et de leurs familles. Le

## **Principaux enseignements**

- 1. Développez une stratégie de communication au cas où les FTF et leurs familles retourneraient dans votre ville/municipalité. Idéalement, cette stratégie doit être mise en place avant l'arrivée des FTF rapatriés, afin que les communications puissent commencer immédiatement pour soutenir la réintégration et prévenir la polarisation.
- 2. Déterminez quelles parties prenantes devraient disposer d'informations sur les FTF rapatriés et discutez-en avec toutes les parties prenantes concernées, de préférence avant l'arrivée des FTF rapatriés. Veillez à ce que toutes les parties prenantes concernées sachent à qui s'adresser pour toute question.
- **3.** Tenez compte de la législation relative à la protection de la vie privée lors de l'élaboration de la stratégie de communication qui définit la manière de communiquer sur les FTF rapatriés.
- 4. Soyez clair sur les rôles et responsabilités concernant la gestion des médias, assurez-vous que les parties prenantes savent ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas partager. Décidez qui sera le « communicateur principal », mais permettez à chaque partie prenante de conserver son propre rôle en rapport avec les tâches et les responsabilités qui lui incombent.
- **5.** Incluez des acteurs (par exemple, des membres de la famille, d'anciens pairs, des personnes clés informelles au sein de la communauté d'accueil) issus de l'environnement social du FTF rapatrié, car ils peuvent être des partenaires informels très précieux dans le processus de réintégration.
- **6.** Concevez des approches de communication spécifiques pour différents groupes cibles, tels que le grand public, les écoles et la communauté d'accueil. Il y aura un message, un messager et un support appropriés pour chacun.

conseiller aide à faciliter la communication entre les différentes institutions telles que la police, le bureau gouvernemental pour les affaires de la jeunesse et les services d'aide sociale. En raison des éventuels conflits de rôles et des différences entre les missions institutionnelles, il est jugé utile d'avoir un conseiller externe pour les communications interorganisationnelles. Les conseillers beRATen sensibilisent tous les partenaires à leurs responsabilités dans les relations avec les FTF de retour et guident les différents acteurs impliqués.

# À lire aussi



- 1. Perešin, A., & Pisoiu, D., <u>High-Level Conference on child returnees and released prisoners (Conférence de haut niveau sur les enfants rapatriés et les prisonniers libérés)</u>, Ex Post Paper. Luxembourg : Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2018.
- 2. RAN CoE, <u>RAN Manual. Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine : les combattants terroristes étrangers et leur famille</u>. Réseau de sensibilisation à la radicalisation, 2017.
- 3. Ritzmann, A., & Meines, M., <u>Directives du RAN pour des campagnes de récit alternatif et de contrediscours efficaces (GAMMMA+)</u>, document d'analyse. Centre d'excellence du RAN, 2017.
- 4. Ritzmann, A., Wouterse, L., & Verdegaal, M., <u>Discours efficaces: Updating the GAMMMA+ model (Mise à jour du modèle GAMMMA+)</u>, Ex Post Paper. Bruxelles, Belgique: Centre d'excellence du RAN, 2019.
- 5. Ruf, M., & Jansen, A., <u>Visite d'étude : Returned Women and Children Studying an Ongoing Experience on the Ground (Femmes et enfants rapatriés : étudier une expérience en cours sur le terrain)</u>, Ex Post Paper. Pristina, Kosovo: Centre d'excellence du RAN, 2019.